Le Préfet

A

Liste des destinataires

Lille, le **05 MAI 2011**

Objet : prévention des risques littoraux dans la région Nord-Pas-Calais

La tempête Xynthia a révélé la vulnérabilité des côtes françaises. Le littoral de la région Nord-Pas-de-Calais fait ainsi partie des littoraux les plus exposés en France aux risques d'érosion et de submersion marine, comme l'a mis en évidence l'inspection des ouvrages de défense contre la mer de la région réalisée entre 2008 et 2009. Celle-ci a montré que 25 % des digues et perrés et 90 % des cordons dunaires nécessitent des actions en urgence ou à court terme pour assurer la sécurité des enjeux qu'ils protègent.

Des levés topographiques de haute précision ont été réalisés en 2008 et 2009 dans le cadre d'une étude de caractérisation des aléas de submersion marine dont les résultats provisoires vous ont été présentés à l'automne 2010. Celle-ci, en simulant les conséquences de tempêtes de plus ou moins grande ampleur associées à des ruptures d'ouvrage, a confirmé la vulnérabilité de certaines communes du littoral. L'ensemble des éléments correspondants sera prochainement disponible sur les sites Internet de la DREAL et des DDTM.

Face à ce constat, une action collective est nécessaire pour prévenir les risques de submersion marine et mettre en place une gestion intégrée du trait de côte.

Deux priorités d'action apparaissent : l'interdiction de toute nouvelle installation dans les zones soumises aux aléas littoraux et la mise en sécurité des populations vivant actuellement dans ces zones.

- La première passe par l'utilisation d'outils de maîtrise de l'urbanisation et l'intégration dans vos documents d'urbanisme en attendant l'approbation des plans de prévention des risques (PPR) actuellement instruits par les services de l'Etat.
- La seconde nécessite une préparation à la gestion de crise et une rénovation des dispositifs de protection. Je souhaite à cet égard que chaque commune exposée à un risque de submersion marine puisse élaborer d'ici l'hiver prochain un plan communal de sauvegarde.

Des moyens financiers sont disponibles. Le plan submersions rapides (PSR) prévoit une participation de l'Etat pour la rénovation des ouvrages à hauteur de 25 % et 40 % si un plan de prévention des risques est respectivement prescrit ou approuvé. Le nouveau dispositif des Programmes d'actions pour la prévention des inondations (PAPI) permet quant à lui de

DREAL Nord – Pas-de-Calais/Service Risques/Julien Hénique

12, rue Jean sans Peur - 59039 LILLE CEDEX
Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02 - www.nord.gouv.fr

proposer des projets intégrés de prévention des risques, allant au-delà de la rénovation d'ouvrages de protection. Les taux de financement de ces programmes sont identiques à ceux des projets émergeant au PSR.

Le programme opérationnel cofinancé par le FEDER permet également d'apporter un soutien financier aux projets de prévention des risques littoraux les plus exemplaires et les plus innovants. Les techniques alternatives à la construction d'ouvrages en « dur » (perré et digue), notamment le réensablement des plages et la protection des cordons dunaires, seront ainsi privilégiées. Un taux moyen de participation du FEDER de 50 % à ces opérations pourrait être envisagé.

Si ces dispositifs permettent de mobiliser une grande partie du financement des opérations de protection et de prévention, il est cependant nécessaire que ces projets soient portés par des maîtres d'ouvrage pérennes, compétents techniquement et solides financièrement. Sur les ouvrages dont il est propriétaire, l'Etat a d'ores et déjà mis en œuvre certaines actions. C'est notamment le cas de la digue des alliés à Dunkerque qui fera prochainement l'objet d'un confortement pour limiter les risques de survenance d'une brèche pour un montant de 6 millions d'euros.

Sur le reste du littoral et pour les ouvrages dont l'Etat n'est ni propriétaire ni gestionnaire, les différentes parties prenantes sur le littoral devront organiser la maîtrise d'ouvrage afin de bénéficier des dispositifs prévus pour la mise en sécurité des points les plus critiques du littoral.

L'Etat, à l'instar de la démarche engagée dans les wateringues depuis 2009 dans la nécessaire évolution de leur organisation, pourra les accompagner dans ces démarches.

Je vous invite donc à proposer des projets dans l'esprit de la présente lettre. Les services de la DREAL restent à votre disposition pour toute précision que vous jugerez utile.

Jean-Michel BÉRARD